



NOTE DE CONCEPT

RÉUNION DES ACTEURS SUR LA SECURITE DANS LA CEDEAO

Date : 26–27 Août 2019

Lieu: Niamey, Niger

I – Contexte et Justification

1. Le fléau du terrorisme, avec l'extrémisme violent et l'insécurité qui l'accompagne, ainsi que le rythme sans précédent de sa propagation, sont devenus des sujets de grande préoccupation au niveau mondial, notamment dans la région de la CEDEAO. En effet, les attentats terroristes, dont l'impact s'est avéré destructeur et préjudiciable aux économies et au tissu social des pays touchés de la région, se sont avérés encore plus dévastateurs que les anciennes menaces. Les attaques localisées au départ, s'intensifient et menacent de submerger un plus grand nombre de pays dans son sillage, en se dirigeant vers le sud, sur le littoral.

2. La région de l'Afrique de l'Ouest est confrontée aux attaques de groupes tels que Boko Haram, la Province d'Afrique de l'Ouest de l'Etat islamique (WAPIS), qui opèrent depuis le bassin du lac Tchad ; le Groupe pour le soutien de l'Islam et des musulmans (GSIM); et l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS), ainsi que Ansarul Islam au Sahel. Selon les sources de l'ONU, les terroristes ont frappé 450 fois pour la seule année 2019.

3. Le Réseau d'Alerte et de Réponse de la CEDEAO (ECOWARN) a estimé à ce jour, qu'en 10 ans d'activités subversives, les seules attaques de Boko Haram ont fait plus de 27 000 tués et 3 millions de personnes déplacées. Plus de 2 168 incidents liés au terrorisme ont été commis dans la région de 2015 à 2019. Ces incidents ont fait plus de 11 538 morts sur la période des 4 ans.

4. En plus des attaques terroristes, une autre menace inquiétante et croissante dans la région est celle des conflits communautaires, qui sont alimentés et manipulés par le terrorisme et prennent la forme d'affrontements cycliques et d'attaques de représailles. En effet, Les conflits inter communautaires et inter ethniques se sont multipliés ces dernières années dans la région. La manipulation de ces conflits au Burkina Faso, au Mali et au Niger, puis l'amplification des

attaques contre les églises au Burkina Faso constituent de nouvelles mutations du terrorisme au Sahel. Ces conflits se sont aggravés et ont causé plus de victimes que celles des attaques terroristes depuis l'année 2018. A titre d'illustration, en 2018, plus de 600 incidents liés aux conflits intercommunautaires ont été perpétrés, contre 550 incidents liés au terrorisme.

5. Le terrorisme et les conflits inter communautaires sont aujourd'hui des principales menaces à la sécurité humaine dans la région. La tendance des attaques terroristes et celles des conflits intercommunautaires est à la hausse et alarmante. En effet, les attaques terroristes ont connu une augmentation de 150%, tandis que les conflits intercommunautaires ont connu une augmentation de 900% (c'est-à-dire multipliés par 10) entre 2015 et 2019.

6. Si dans le bassin du Lac Tchad, particulièrement au Nigeria, le type de conflit intercommunautaire auquel on assiste est majoritairement le conflit entre éleveurs et agriculteurs lié à la transhumance meurtrière, celui auquel les populations font face dans le Sahel aujourd'hui est le produit de la manipulation de l'ethnie. En effet, les attaques terroristes ciblent des groupes de personnes ayant une identité commune, provoquant une stigmatisation de l'ethnie. Ces affrontements intercommunautaires d'attaque-vengeance, donnent lieu à des représailles de la part de la communauté attaquée contre la communauté présumée responsable.

7. En effet, la création de 2 groupes terroristes: le Front de Libération du Macina d'Amadou Koufa au Mali, et Ansarul Islam de Malam Ibrahim Dicko, au Burkina Faso, est symptomatique du repli communautaire et identitaire dans le Sahel. De même, de nombreux groupes d'autodéfense¹ et des milices ont été créés ces dernières années dans plusieurs Etats en se donnant pour objectif de "défendre leur identité", "leur communauté", "leur peuple".

8. Le Nigeria a connu le plus grand nombre de conflits intercommunautaires entre 2015 et 2019, avec un pic de plus de 500 incidents atteints en 2018, suivi du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Au Mali, ECOWARN a recensé de nombreux incidents dont le plus récent est l'attaque perpétrée, en représailles, le 18 juin 2019 à Gangafari et Yoro, et qui a causé la mort de 38 personnes dans le centre du pays. Pour rappel, 164 personnes avaient été assassinées le 23 mars 2019 dans le village d'Ogossagou au Mali. Le vif émoi suscité par cet incident a justifié l'envoi d'une mission de haut niveau de la CEDEAO au Mali.

¹ Quelques exemples de groupes d'autodéfense: L'Alliance pour le salut au Sahel (ASS), Dana Amassagou, l'Alliance nationale pour la sauvegarde de l'identité peule et la restauration de la justice, les Vigilante Groups, Yan Banga, Yan Sa Kai and Kato da Gora, MACBAN...

9. Cette situation préoccupante a créé une urgence humanitaire² du fait des nombreux flux de personnes déplacées, dont 312 000 personnes en situation de crise ou d'urgence alimentaire au Centre du Mali, selon les estimations de l'OCHA. En effet, il est estimé à 10 millions le nombre de personnes menacées par l'insécurité alimentaire, et à plus de 13 millions le nombre de personnes dans le besoin dans la région. Quant aux personnes déplacées internes et aux réfugiés, ils sont estimés respectivement à environ 2 500 000 et 240 000. La gravité et la nature dramatique de cette crise ont contribué à un nombre élevé de décès résultant directement de la famine, et une incidence élevée de malnutrition qui a touché jusqu'à 400 000 enfants.

10. Au regard de la situation et de l'amplification du terrorisme et des conflits, la réunion des chefs d'Etat de la CEDEAO tenue en juin 2019 a fait part de sa préoccupation, notamment le lien croissant entre le terrorisme et les conflits intercommunautaires, y compris les affrontements liés à la transhumance, qui soulèvent des questions concernant l'impact du changement climatique. Ces affrontements ont été fréquents au Nigeria, au Mali, au Niger et plus récemment au Togo.

11. Récemment, on a également observé une tendance à cibler le personnel religieux et les lieux de culte. Une autre dimension préoccupante du phénomène du terrorisme est celle du lien croissant entre le trafic d'armes, de drogues et d'êtres humains, la criminalité et le crime organisé en général, une question sur laquelle les chefs d'État ont également exprimé leur préoccupation en juin 2019.

12. Compte tenu de la menace croissante du terrorisme, de la violence intercommunautaire et de l'extrémisme violent en général, et tenant compte de la nature transfrontière de la menace, une réponse régionale collective et transfrontière, impliquant toutes les parties prenantes, qu'elles soient gouvernementales ou non, doit être promue pour y faire face. A cet effet, la Commission de la CEDEAO organise cette réunion de la société civile et des parties prenantes qui précédera le Sommet régional de la CEDEAO sur le terrorisme qui doit se tenir au Burkina Faso en septembre 2019. Le Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement sur la sécurité, tel que mentionné ci-dessus, serait l'aboutissement d'un processus préparatoire à plusieurs niveaux, commençant par la réunion de la société civile et des parties prenantes prévue les 26 et 27 août 2019, suivi de la réunion des forces de défense et de sécurité en charge de la lutte contre le terrorisme les 28 et 29 août, et par la réunion du Conseil des ministres au mois de septembre 2019. Ce processus préparatoire ascendant à plusieurs niveaux s'appuie sur le postulat que tous les niveaux et secteurs de la société ; gouvernementaux et non gouvernementaux et

² OCHA, CILS, ECOWARN

de la société civile, politiques, militaires, sécuritaires, sociaux et économiques, dans les pays de la région, ont un rôle crucial à jouer dans l'offensive sécuritaire globale. Les deux premières réunions devraient déboucher sur des recommandations pertinentes et pratiques concernant la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, qui seront ensuite transmises au Conseil des ministres et au Sommet.

13. La présente note succincte de présentation porte sur la première de ces deux réunions préparatoires, à savoir la réunion de la société civile et des parties prenantes. La réunion se tient alors que l'accent est mis en permanence sur les approches et les solutions militaires. Cette tendance est illustrée par des arrangements tels que la Force du G5 Sahel et la Force opérationnelle interarmées multinationale (Force Multinationale Mixte – FMM).

14. En plus d'être une menace sérieuse pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest, le terrorisme/l'extrémisme violent entrave fondamentalement les efforts des dirigeants et peuples de la région pour promouvoir et consolider le développement socioéconomique. En effet, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent constitue l'une des premières priorités des dirigeants de la région aujourd'hui, comme l'a illustré la récente réunion des Chefs d'Etat de la CEDEAO tenue le 29 juin 2019, au cours de laquelle les chefs d'Etat ont réaffirmé leur engagement indéfectible à promouvoir la paix et la sécurité dans la région, reconnaissant qu'elle est une condition préalable de l'intégration et du développement économique de la région.

15. Solidaires et condamnant le phénomène, les Chefs d'Etat de la CEDEAO sont allés plus loin en appelant à "un sommet extraordinaire sur le terrorisme", afin de "passer en revue les différentes initiatives prises à ce jour et, en conséquence redéfinir les domaines prioritaires d'intervention nécessaires pour contenir la propagation des attaques terroristes dans la région". Ce faisant, le Sommet s'est appuyé sur le sentiment d'urgence renouvelé qui s'est fait jour dans la région pour une action régionale rapide et collective contre le terrorisme.

16. Ce sentiment d'urgence a été illustré par l'appel lancé lors du mini- Sommet tenu à Accra, au Ghana, le 22 février 2019, afin que la Commission de la CEDEAO convoque un Sommet des Chefs d'Etat pour débattre "de la lutte contre le terrorisme". Connue sous le nom d'Initiative d'Accra, elle s'appuie sur les réponses régionales précédentes, principalement axées sur la collaboration et la coopération militaires, telles que la Force du G5 Sahel ainsi que la Force opérationnelle interarmées multinationale (FMM) pour la région du lac Tchad.

17. Au niveau international, il existe une approche centrée sur l'application de l'état de droit par laquelle, par exemple, l'ONU a institué une enquête en cours de

la CPI sur les crimes qui auraient été commis depuis janvier 2012, dans le contexte du conflit au nord du Mali. De plus, pour sa part, le gouvernement du Mali a demandé une enquête, suite à l'attaque sans précédent contre la population civile à Ogossagou. En outre, la MINUSMA a publié un rapport préliminaire faisant état de violations présumées des droits de l'homme qui pourraient être qualifiées de crimes contre l'humanité s'il est prouvé qu'elles ont été commises d'une manière systématique ou généralisée contre la population civile. Le 26 juillet, le gouvernement américain a annoncé, pour sa part, qu'il sanctionnerait désormais les individus responsables d'activités terroristes au Mali, dont le trafic de drogue. Il convient de rappeler qu'au niveau régional, le mini-sommet tenu à Accra a appelé à la mise en place d'un mécanisme judiciaire d'extradition.

18. La réunion est organisée dans un contexte d'intérêt croissant, aux niveaux régional et international, pour une approche holistique qui permet d'accompagner l'approche militaire par des réponses non militaires. Ce nouvel intérêt pour une approche holistique a gagné du terrain, car il est devenu évident que les interventions militaires et celles fondées sur la primauté du droit ne suffisent pas à elles seules à lutter contre les facteurs politiques, économiques, sociaux et culturels sous-jacents du terrorisme et de l'extrémisme violent.

19. Il existe un certain nombre d'approches non militaires qui pourraient être utilisées efficacement pour compléter les approches militaires, l'une des principales étant le recours à des mécanismes communautaires. Les méthodes communautaires ont démontré qu'elles sont beaucoup mieux placées pour prendre des mesures préventives et faire face aux situations après attaques. Pour commencer, ils ont un avantage comparatif découlant de leur proximité géographique et d'une meilleure compréhension des dynamiques culturelles et sociales qui donnent souvent lieu à des griefs collectifs. En outre, en tant que victimes directes de l'extrémisme et des conflits en leur sein, les communautés ont une voix critique pour prévenir et gérer les crises.

20. De même, les femmes leaders ont la capacité de jouer un rôle important dans la mobilisation des communautés. Le rôle multiple des femmes en tant que mères, sœurs, épouses et leaders sociaux leur donne un levier pour influencer les résultats sociaux à différents niveaux. Cela se joue notamment dans leurs fonctions d'agents de socialisation et de porteurs de valeurs traditionnelles, culturelles et religieuses et dans l'enracinement de ces valeurs, car elles sont bien placées pour jouer le rôle d'assurer le bien-être psychologique et social des enfants et des jeunes, avec une capacité spéciale de détecter et de façonner les mentalités des jeunes qui risquent d'être manipulés par l'idéologie terroriste, corrigeant ainsi les premiers signes de radicalisation et d'extrémisme à la maison. En effet, elles ont une compréhension profonde et intuitive des facteurs qui peuvent influencer les choix faits par leurs enfants.

21. De même, les chefs communautaires, traditionnels et religieux jouent un rôle important d'influence et de leadership au sein de leurs communautés, utile pour dialoguer avec les jeunes et les influencer quant aux questions relatives à la foi religieuse, à la culture et à la pensée radicale, dans le but de prévenir la radicalisation et la participation des jeunes à des actes terroristes et à la violence extrême. Par conséquent, ils sont également bien placés pour servir de passerelles entre leurs communautés et l'État, en particulier pour relayer l'information cruciale de l'individu au gouvernement et vice versa. L'engagement avec les communautés fournit une plateforme pour comprendre et répondre aux préoccupations soulevées par les citoyens. Répondre efficacement au terrorisme ou à l'extrémisme violent exige un dialogue inclusif et un partenariat entre les États et la société civile. En tant que bâtisseurs de ponts, les dirigeants communautaires sont donc une force vitale dans toute approche inclusive de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

22. Au sein des communautés, l'établissement de tels partenariats signifie également éduquer et soutenir les acteurs tels que les femmes, les chefs communautaires, religieux et traditionnels, les agents de la force publique, qui travaillent dans les communautés pour résoudre ces problèmes. Ces praticiens ont tous un rôle vital à jouer en fournissant le soutien nécessaire aux jeunes dans les communautés. Cette tâche louable d'éducation et de soutien aux acteurs est menée par des ONG/OSC locales physiquement présentes dans les zones touchées. Des sections de la communauté internationale apportent également un soutien matériel et financier. L'éducation civique et antiterroriste, dans le cadre d'un processus plus large d'éducation pour la paix et d'éducation formelle fondée sur des programmes spéciaux, à tous les niveaux et dans toute la région, visant à influencer les mentalités des jeunes, devrait être instituée pour faciliter la consolidation des valeurs culturelles et religieuses de tolérance ethnique et religieuse, inscrites dans la culture africaine traditionnelle depuis des siècles. L'utilisation d'Internet et des médias sociaux pour promouvoir la radicalisation et les tendances extrémistes doit faire l'objet d'un examen attentif.

23. Il convient également d'encourager et de soutenir la formation professionnelle visant à lutter contre le chômage des jeunes et à promouvoir l'inclusion afin de donner aux jeunes les moyens d'accéder à des possibilités d'emploi, en particulier avec l'appui du secteur privé. Il serait également utile de mettre l'accent sur le développement économique et social inclusif qui permettra de mettre en place des installations de base telles que des services de santé et des écoles. De même que la création d'un climat des investissements favorable est bénéfique à tous les acteurs, qui doivent donc y travailler contribuant à la lutte, la reconstruction post-conflit et la prévention des conflits dans les communautés et pays, demeurent l'affaire de toutes les parties prenantes.

24. Il est également important que les Etats membres de la CEDEAO mettent en œuvre les stratégies pertinentes qu'ils ont déjà adoptées dans le domaine du terrorisme, y compris la Stratégie de contre-terrorisme et son Plan de mise en œuvre. S'agissant des outils socio-économiques de lutte contre le terrorisme, une autre perspective serait l'encouragement de politiques de développement durable, basées sur les instruments que les pays de la région ont adoptés aux niveaux régional, continental et international, à savoir la Vision 2020 de la CEDEAO, la stratégie Sahel de la CEDEAO, l'Agenda 2063 de l'Union africaine et l'Agenda 2030 de l'ONU. La mise en œuvre de pratiques de bonne gouvernance telles que la consolidation des systèmes démocratiques et le respect des droits de l'homme serait également bénéfique.

25. Outre le manque de ressources nécessaires pour s'attaquer à l'aspect humanitaire et militaire, une tendance inquiétante est que de nombreux pays touchés, qui doivent déjà faire face à des ressources limitées, sont contraints de consacrer plus d'un tiers de leurs ressources nationales à la lutte contre le terrorisme, réduisant ainsi les ressources nécessaires pour faire le développement. A ce sujet, il est nécessaire de concevoir des stratégies innovantes de mobilisation durable des ressources afin de bâtir la paix et la sécurité de la région sur un fondement solide, en complément de l'appui de l'ensemble des partenaires traditionnels devenu insuffisant. En outre, l'Union africaine a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à promouvoir le principe de l'allocation de ressources à la lutte contre le terrorisme en Afrique. En effet, lors de sa dernière session, l'Autorité des Chefs d'Etat de la CEDEAO s'est félicitée des efforts déployés par les Etats membres au niveau national, notamment en ce qui concerne "l'allocation de ressources financières considérables pour prévenir et combattre le terrorisme, ce qui accroît toutefois leur endettement". En conséquence, le Président de la Commission de la CEDEAO a été invité à faciliter le dialogue avec les institutions financières internationales afin que les dépenses de sécurité soient considérées comme des investissements pour le développement.

26. Enfin, la communauté internationale devrait être encouragée à soutenir davantage les programmes et activités entrepris au niveau communautaire, tels que décrits ci-dessus, afin qu'ils puissent être maintenus et même élargis. Sur la base de cette dynamique, il est devenu impératif d'envisager d'autres stratégies et d'explorer une approche plus coordonnée et holistique permettant de forger des partenariats solides entre les communautés locales, les gouvernements, les partenaires humanitaires et de développement qui conduiront à une amélioration soutenue de la situation sécuritaire de la région.

II – Objectif Général et Objectifs Spécifiques

L'objectif général de la réunion est de recueillir les suggestions et recommandations, et sensibiliser et impliquer les acteurs civils, dans la sécurité régionale, notamment dans la lutte contre le terrorisme et les conflits intercommunautaires, pour une paix durable dans la région.

De **manière spécifique**, la réunion vise les objectifs suivants :

- informer les acteurs sur l'état de la situation sécuritaire et des menaces émergentes (terrorisme, les conflits éleveurs-agriculteurs, les crises identitaires, etc...) dans la région,
- partager les expériences en matière de résolution de conflits, notamment le dialogue intercommunautaire, la médiation et les autres mécanismes de prévention et de résolution de conflits,
- présenter les acquis et enrichir la collaboration et l'engagement de chaque partie prenante (Femmes, Jeunes, Chefs Traditionnels, Leaders religieux, media,...) dans la lutte contre le terrorisme et les conflits intercommunautaires,
- évaluer les initiatives de promotion de la paix (Education à la paix, CEV, De-radicalisation, DDR, Stratégies Sahel,...) et tirer/capitaliser les leçons nécessaires pour plus d'efficacité des projets et programmes de prévention et de transition du conflit à la paix,
- faire le point des financements et explorer les possibilités de financement disponibles en matière de lutte contre le terrorisme et les conflits,
- faire l'état des lieux des ressources (humaines et techniques) potentiels disponibles en matière de promotion de la paix et sécurité, de la lutte contre le terrorisme et des conflits intercommunautaires, et mobiliser les acteurs (PTF, Secteur privé, philanthrope,...) pour leur participation au financement et à la mobilisation de ressources diverses dans la lutte.

III – Thématiques Prioritaires

Pour atteindre les objectifs de la réunion, les séances se dérouleront en plénière et en sessions de panel, dirigées par des modérateurs. Le contexte général et spécifique qui présente la situation sécuritaire en plénière, fera l'objet d'une adresse principale, et permettra de faire le point de la situation sécuritaire de la région. Les recommandations d'actions prioritaires issues de la réunion feront l'objet de travaux de groupe et de rapport en plénière, tandis que les débats sur les thématiques se feront en panel, suivis d'un échange interactif des participants avec les panelistes. Les thèmes sont les suivants :

- **Session 1** : Engagement/Rôle des différents acteurs dans la lutte contre le terrorisme et les conflits communautaires – *rôle des femmes, des jeunes dans la construction de la paix, rôle des médias dans la sensibilisation et l'éducation, les leaders religieux dans la construction et le maintien de la*

paix, et les dirigeants traditionnels dans la médiation et la gestion des conflits,

- **Session 2** : dialogue intercommunautaire ; outil de lutte, de prévention et de règlement des conflits (terrorisme, affrontements intercommunautaires, conflits éleveurs-agriculteurs...) ;
- **Session 3** : Leçons apprises de la lutte contre le terrorisme et des conflits communautaires (du conflit à la paix) – *telles : l'Éducation à la paix, Meilleures pratiques nationales et internationales, CEV, DDR, Déradicalisation, Emploi des jeunes et création d'emplois, Initiatives de dialogue et de médiation, Stratégie Sahel de la CEDEAO, Initiatives de consolidation de la paix et de réconciliation, Initiatives communautaires....* ;
- **Session 4** : Dynamiques des conflits entre éleveurs et agriculteurs dans la région et solutions pour une stratégie de lutte efficace de la CEDEAO;
- **Session 5**: Mobilisation des ressources (humaines, techniques, matérielles, financières) et des partenaires pour l'appui à la lutte durable contre le terrorisme et les conflits communautaires.

V – Résultats Attendus

A la fin des ateliers, les participants devraient avoir :

- Une plus grande connaissance de la situation sécuritaire et des facteurs de risque de conflits, notamment de l'extrémisme violent et les affrontements communautaires et formuler des recommandations sur la promotion de la lutte contre le terrorisme, les conflits et une culture de la paix dans les États membres ;
- Une plus grande connaissance des rôles, des ressources et initiatives de paix existantes en matière de lutte contre le terrorisme afin de les aider (les acteurs civiles) à les capitaliser en faveur de la paix,
- Une volonté/capacité plus grande de dialogue et de collaboration entre eux (les parties prenantes), et avec les organismes publics compétents, les communautés et les organisations de la société civile pour lutter ensemble contre l'extrémisme et les conflits intercommunautaires dans les États membres ;
- un plan d'actions prioritaires en matière de lutte contre le terrorisme pour la considération du conseil des Ministres avant le Sommet des Chefs d'Etat.